

N° 87/CA du Répertoire

N° 2005-10/CA3 du Greffe

Arrêt du 17 décembre 2014

AFFAIRE : SOKOU Sèna Raoule

C/

-Préfet des départements de l'Atlantique  
et du Littoral

-ADJANOHOUN Victor

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête datée du 31 décembre 2004, enregistrée au greffe de la Cour le 14 janvier 2004 sous le n°067/GCS, par laquelle madame SOKOU Sèna Raoule, domiciliée au quartier Ahouansori Agué, lot 1239 parcelle « D », par l'organe de son conseil maître Issiaka MOUSTAFA, avocat près la Cour d'appel de Cotonou, a introduit un recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation de l'arrêté n°2/193/DEP-ATL/CAB/SAD du 29 mai 2002 ;

Vu la lettre n°0564/GCS du 08 février 2005, ayant mis la requérante en demeure pour paiement de la consignation légale ;

Vu la lettre n°0565/GCS du 08 février 2005 invitant la requérante à régulariser son recours par la formalité de timbrage de sa requête conformément aux dispositions de l'article 682 du code général des impôts ;

Vu les lettres n°1122/GCS du 29 mars 2005 et n°2817/GCS du 13 juillet 2006 par lesquelles la requérante a été respectivement invitée puis mise en demeure pour produire son mémoire ampliatif ;

Vu le mémoire ampliatif de la requérante en date du 06 septembre 2006 transmis à la Cour par maître Issiaka MOUSTAFA et enregistré au greffe le 28 septembre 2006 sous le n°1003/GCS ;

Vu la lettre n°4442/GCS du 20 novembre 2006, par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif



et les pièces y annexées ont été communiqués au maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE, avocat du préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral pour ses observations ;

Vu le mémoire en défense en date du 16 janvier 2007 de maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE transmis à la Cour et enregistré au greffe le 25 janvier 2007 sous le n°069/GCS ;

Vu le paiement de la consignation légale constaté au dossier par le reçu n°3063 délivré à la requérante par le greffier en chef de la Cour le 28 février 2005 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême alors en vigueur ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Ouï l'avocat général **Nicolas L. A. ASSOGBA** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que la requérante expose que madame SOKOU Jeanne, sa mère, a acquis en son nom et pour son compte à Ahouansori-Agué Cotonou une parcelle relevée à l'état des lieux sous le n°1527 bis et recasée sous la référence « D » du lot 1239 ;

Que monsieur ADJANOHOUN Victor dont la parcelle a été relevée à l'état des lieux sous n°1513 a été recasé sur la parcelle « J » du lot 1239 ;




Que curieusement, monsieur ADJANOHOUN s'est fait attribuer la parcelle D' par le préfet de l'Atlantique et du Littoral à travers l'arrêté n°2/193/DEP-ATLCAB/SAD du 29 mai 2002, sous prétexte que sa mère, madame SOKOU Jeanne ne s'est jamais présentée pour justifier son droit de propriété ;

Qu'elle a saisi le préfet d'un recours gracieux le 08 septembre 2004 qui est demeuré sans suite ;

Qu'elle vient demander alors à la Cour l'annulation de cet arrêté ;

Considérant que la requérante fonde son recours sur les moyens tirés :

- du défaut de motivation de l'acte attaqué,
- de la violation de la loi, et
- du détournement de pouvoir ;

Considérant que maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE, pour le compte du préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral, conclut à l'irrecevabilité du recours en ce que les délais prévus par l'article 68 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 n'ont pas été respectés par la requérante :

### **EXAMEN DU RECOURS**

### **EN LA FORME**

### **SUR LA RECEVABILITE**

Considérant qu'aux termes de l'article 68 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême : « Le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux (02) mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de notification.

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.





Le silence gardé plus de deux (02) mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite d'un délai de deux (02) mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux (02) mois susmentionnée. Néanmoins lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux (02) mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi.

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux (02) mois prévu à l'alinéa précédent.

Toutes les communications de pièces ont lieu sans frais par la voie administrative à la diligence du greffier de la Cour suprême. » ;

Considérant que dans le cas d'espèce, le recours gracieux de la requérante daté du 23 août 2004 a été réceptionné à la préfecture de l'Atlantique et du Littoral le 08 septembre 2004 ;

Qu'aucune suite n'ayant été donnée à son recours gracieux elle devait introduire son recours pour excès de pouvoir au plus tard le 08 janvier 2005 ;

Mais considérant que son recours pour excès de pouvoir est intervenu par une requête datée du 31 décembre 2004 et enregistré au greffe de la Cour le 14 janvier 2005, soit hors le délai légal ;

Qu'il y a lieu de conclure à l'irrecevabilité de son recours ;

### **Par ces motifs,**

### **Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours pour excès de pouvoir en date du 31 décembre 2004 de SOKOU Sèna Raoule aux fins d'annulation de l'arrêté n°2/193/DEP-ATL/CAB/SAD du 29 mai 2002 est irrecevable.



**Article 2 :** Les frais sont à la charge de la requérante.

**Article 3:** Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA**, conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT ;**

**Etienne M. FIFATIN**

**Et**

**Etienne S. AHOANKA**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-six novembre deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Nicolas L. A. ASSOGBA, Avocat Général,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Calixte A. DOSSOU-KOKO,**

**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le président-rapporteur,



**Jérôme O. ASSOGBA**

Le Greffier,



**Calixte A. DOSSOU-KOKO**

